

fédéral a fixé le taux d'intérêt de ces obligations à 12 % pour la première année.

27 octobre: Le ministre des Finances, Marc Lalonde, présente à la Chambre des communes un exposé économique qui présage un déficit budgétaire de \$23.6 milliards pour l'année financière 1982-83, en hausse sur le déficit de \$19.6 milliards annoncé dans le budget de juin et sur celui de \$10.5 milliards prévu en novembre 1981.

Novembre 1982

5 novembre: Environ 9,600 membres des Travailleurs unis de l'automobile entrent en grève, paralysant ainsi les activités de Chrysler Canada Ltée, en vue de récupérer les concessions salariales faites en 1980.

19 novembre: La Réserve fédérale des États-Unis abaisse son taux d'escompte de 9.5 % qu'il était à 9.0 % dans le cadre d'une politique qui repousse jusqu'à la fin de l'année l'imposition d'un taux cible de croissance de la masse monétaire.

Décembre 1982

9 décembre: L'Assemblée nationale du Québec approuve le projet de loi 105, qui impose un règlement contractuel de trois ans à l'égard de la rémunération de 320,000 fonctionnaires de la province; le contrat prévoit une réduction initiale des traitements allant jusqu'à 19.45 % pour trois mois, puis la fixation des traitements à une moyenne de 2.5 % au-dessus de leur niveau d'avant juin 1982.

13 décembre: La grève des 9,600 membres des Travailleurs unis de l'automobile contre Chrysler Canada Ltée prend fin après cinq semaines, le syndicat étant parvenu à rétrécir l'écart entre les salaires en cause et ceux versés aux travailleurs de la General Motors du Canada Ltée et de la société Ford du Canada Ltée.

20 décembre: Les ministres du pétrole de l'OPEP conviennent officiellement de plafonner leur production collective à 18.5 millions de barils par jour en 1983 et de geler le prix de référence à 34 \$ US le baril.

Janvier 1983

11 janvier: Trois sociétés de fiducie de l'Ontario — Seaway Trust Co., Greymac Trust Co. et Crown Trust Co. — dont l'actif dépasse \$2.0 milliards sont placées sous tutelle en raison de pratiques douteuses en matière de prêts; l'initiative est autorisée par le Cabinet ontarien à la suite d'une enquête sur une série d'opérations comportant la vente de 10,931 appartements qui étaient jusque-là la propriété de Cadillac Fairview Ltd. de Toronto.

28 janvier: L'Office national de l'énergie recommande que l'on double les volumes autorisés d'exportation de gaz naturel de manière qu'ils totalisent 11.5 billions de pieds cubes par année.

Février 1983

17 février: L'Inco Ltd. annonce que la fermeture pour 10 mois de son exploitation du nickel à Sudbury (Ontario) prendra fin le 4 avril, date à laquelle la société rappellera 11,000 travailleurs.

21 février: Les 70,000 membres de la Centrale de l'Enseignement du Québec votent en faveur de l'interrup-

tion de leur grève illégale commencée le 26 janvier à titre de protestation contre les modalités du contrat salarial qui leur avaient été imposées en décembre.

Mars 1983

8 mars: L'administration du commerce international des États-Unis statue que les importations de bois tendre de construction en provenance du Canada ne sont pas subventionnées, dans une décision provisoire spécifiant que les droits de douane à l'importation n'étaient pas justifiés.

15 mars: L'OPEP en arrive à un accord qui fixe le prix officiel du baril à 29 \$ US, qui plafonne la production à 17.5 millions de barils par jour et qui insiste davantage sur le maintien de la discipline au sein du cartel.

17 mars: Le gouvernement de Terre-Neuve présente un budget qui ne prévoit aucun changement majeur ni au chapitre des dépenses, ni dans les programmes d'impôts.

22 mars: L'Hydro-Québec annonce qu'elle vient de conclure avec un groupe d'entreprises d'utilité publique de la Nouvelle-Angleterre une entente qui augmenterait les exportations d'électricité de 33 milliards de kilowattheures sur une période de 11 années commençant en 1986. En 1982, une entente avait été signée avec l'État de New York en vue de l'exportation de 111 milliards de kilowattheures.

24 mars: Le budget de l'Alberta prévoit un déficit de \$845 millions pour l'année financière 1983-84, par suite de la faiblesse des revenus tirés des ressources naturelles. Selon ce budget, les dépenses augmenteraient de 7.5 % après avoir fait un bond de 35 % en 1982, tandis qu'une hausse des primes de l'assurance-maladie et une augmentation des taxes d'accise sur le tabac constituent les modifications fiscales majeures.

29 mars: La Saskatchewan dépose son budget provincial qui accuse un déficit record de \$317 millions pour l'année financière 1983-84; le gouvernement accroît ses dépenses de seulement 6.9 %, mais la croissance de ses revenus se trouve limitée par le recul des prix mondiaux du pétrole.

Avril 1983

9 avril: Les 70,000 membres de la Centrale de l'Enseignement du Québec rejettent le règlement salarial que leur propose le gouvernement de la province.

18 avril: Le budget de la Nouvelle-Écosse préconise une réduction du déficit provincial, une nouvelle taxe de 10 % sur les amusements et un plafond de 6 % sur les hausses de dépenses provinciales de fonctionnement.

19 avril: Le ministre des Finances présente à la Chambre des communes un nouveau budget fédéral assorti d'un programme quadriennal de relance de \$4.8 milliards destiné à soutenir l'investissement privé et public, et à améliorer la situation financière, les perspectives de croissance et la création d'emploi dans le secteur public.

25 avril: Le gouvernement fédéral approuve le projet de réorganisation de Bell Canada; la nouvelle société, Bell Canada Entreprises, envisage d'intégrer ses services téléphoniques aux opérations de ses 80 filiales, y compris Northern Telecom, qui est la plus vaste fabrique d'équipements téléphoniques du pays.

Mai 1983

2 mai: Bell Canada International annonce le renouvellement d'une entente avec l'Arabie Saoudite; la nouvelle entente de cinq ans, qui porte sur l'expansion et la modernisation du